



RAPPORT DE GESTION

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

(Périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2013)

TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

Le présent rapport de gestion est un examen des résultats d'exploitation, des liquidités et des sources de financement de Forage Orbit Garant inc. Il contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section « Énoncés prospectifs » pour une description des risques, des incertitudes et des hypothèses faisant l'objet de ces énoncés.

La lecture de ce rapport de gestion doit se faire conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trois et neuf mois terminés le 31 mars 2013, en comparaison avec les états financiers de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion contenus dans le rapport annuel de la Société pour son exercice terminé le 30 juin 2012.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ainsi que les notes s'y afférentes de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 ont été préparés avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens, sauf si indication au contraire.

Dans le présent rapport de gestion, toute référence à la « Société » ou à « Orbit Garant » s'entend, selon le contexte, soit de Forage Orbit Garant inc., soit de Forage Orbit Garant inc. et ses filiales en propriété exclusive.

Le présent rapport de gestion est daté du 14 mai 2013. L'information présentée dans ce rapport de gestion est à jour, sauf si indication au contraire.

Le calcul des pourcentages est basé sur les nombres énoncés dans les états financiers et peut ne pas correspondre aux nombres arrondis figurant dans le présent rapport de gestion.

D'autres renseignements concernant la Société, y compris sa notice annuelle pour l'exercice le plus récent, se trouvent sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Énoncés prospectifs

Les lois sur les valeurs mobilières encouragent les sociétés à faire des énoncés prospectifs afin que les investisseurs comprennent mieux les perspectives d'avenir d'une société et qu'ils prennent des décisions de placement éclairées.

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie et des activités de la Société. Ces énoncés sont « prospectifs » en ce sens qu'ils se fondent sur des prévisions, des estimations et des hypothèses actuelles en ce qui a trait aux marchés sur lesquels la Société exerce ses activités, au climat économique mondial relativement au secteur minier, à la conjoncture économique canadienne ainsi qu'à la capacité de la Société d'attirer et de retenir des clients et de gérer ses actifs et ses charges d'exploitation.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement des prévisions si des risques connus ou inconnus influent sur les activités, ou encore si les estimations ou les hypothèses s'avèrent inexactes. La Société ne garantit pas que les énoncés prospectifs se réalisent. Par conséquent, il est conseillé au lecteur de ne pas se fier entièrement à ces énoncés.

La Société n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser les énoncés prospectifs, même si des événements futurs ou tout autre facteur se traduisaient par de nouvelles informations, sauf si elle y est tenue par les lois applicables en matière de valeurs mobilières. Les risques susceptibles de faire diverger de façon importante les résultats réels de la Société de ses prévisions actuelles sont expliqués dans le présent rapport de gestion.

SOMMAIRE DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013 (« T3 2013 »)

- Les produits ont été de 23,7 M\$ au T3 2013, par rapport à 41,7 M\$ au troisième trimestre de l'exercice 2012 («T3 2012»)
- 239 960 mètres forés, par rapport aux 396 525 mètres au T3 2012
- Une marge brute ajustée (excluant la charge d'amortissement) de 25,3 % par rapport à 29,4 % au T3 2012
- Baisse du BAIIA à 2,9 M\$, par rapport à 8,3 M\$ au T3 2012
- Perte nette de 0,6 M\$ ou de 0,02 \$ par action (de base et dilué), par rapport au résultat net de 3,5 M\$ ou 0,10 \$ par action (de base et dilué) au T3 2012

Les conditions difficiles du marché continuent de perdurer dans l'industrie minière de forage, en grande partie en raison des petites sociétés minières, opérant au Canada et à l'international, qui ont de la difficulté se procurer des capitaux pour financer leurs programmes d'exploration. De plus, certaines moyennes et grandes sociétés minières ont retardé le démarrage de nouveaux projets ou ont diminué leurs activités de forage sur des projets existants, car ils cherchent à limiter leurs coûts. Orbit Garant a réduit ses frais généraux et administratifs, le nombre de ses employés et ses dépenses en immobilisations afin de s'ajuster au niveau actuel des activités.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Depuis son siège social, situé à Val-d'Or, au Québec, Orbit Garant, avec plus de 600 employés, gère un parc de 224 appareils de forage qui fournit des services de forage en surface et souterrain au secteur minier et d'exploration au Canada et à l'international.

Orbit Garant a des infrastructures complètes et intégrée verticalement à sa filiale Soudure Royale, qui fabrique des appareils de forage pour la Société et pour des tiers (ce qui procure un avantage concurrentiel en matière de prestation de services de forage). Orbit Garant concentre ses activités au « forage spécialisé », à savoir les projets de forage réalisés dans des endroits éloignés ou, selon la direction, dont la portée, la complexité et la nature technique ne permettent pas qu'ils soient effectués par de petites sociétés de forage traditionnelles.

La Société dispose de deux secteurs d'exploitation: le forage au Canada (y compris les activités de forage en surface, forage souterrain et de fabrication au Canada) et le forage à l'international.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2013:

- Les services de forage spécialisés, qui génèrent habituellement une marge brute supérieure à celle des services de forage conventionnels, représentent environ 59 % des produits totaux de la Société.
- Environ 84 % des produits de la Société sont générés par des activités liées à l'or, tandis qu'environ 16% sont attribuables aux activités liées aux métaux de base et à d'autres activités.
- Les services de forage en surface et souterrain que fournit la Société représentent respectivement environ 64 % et 34 % des produits de la Société. Soudure Royale, la division manufacturière d'Orbit Garant, représente la tranche restante de 2 % des produits.
- Orbit Garant exerce ses activités principalement dans des pays stables, avec environ 93 % de ses produits qui ont été générés au Canada. La Société exerce aussi ses activités aux États-Unis, au Mexique, en Guyane (Amérique du Sud) et au Libéria (Afrique de l'Ouest). Environ 98 % des produits de la Société sont en dollars canadiens, ce qui lui assure un niveau élevé de stabilité en devises.
- Environ 85 % des produits d'Orbit Garant proviennent de grandes et de moyennes sociétés minières, par rapport à 68 % pour la même période de l'exercice précédent. Aucun projet ne représentait 10 % ou plus des

produits tirés de contrats. Orbit Garant a conclu des contrats de forage avec de grandes et moyennes sociétés minières d'une durée allant jusqu'à trois ans.

STRATÉGIE D'ENTREPRISE

Orbit Garant entend devenir l'une des plus grandes sociétés de forage de minerai au Canada, tout en poursuivant les opportunités à l'international et fournir des services de forage souterrain et en surface à toutes les étapes du processus d'exploration minière, de mise en valeur et de production. La Société applique les stratégies d'entreprise suivantes :

- Servir principalement de grandes et moyennes sociétés minières et d'exploration en bonne santé financière exerçant leurs activités dans des pays stables;
- Fournir des services de forage traditionnels, spécialisés et géotechniques;
- Fabriquer des appareils de forage et du matériel répondant aux besoins des clients;
- Maintenir ses engagements en matière de recherche et développement et de nouvelles technologies dans le domaine du forage, comme l'implantation des technologies et contrôles informatisés;
- Donner de la formation au personnel de la Société afin d'améliorer constamment le rendement de la main-d'œuvre et de disposer d'employés qualifiés;
- Maintenir des normes de sécurité élevées en milieu de travail et favoriser la protection de l'environnement;
- Établir et entretenir des relations à long terme avec les clients;
- Faire de la vente croisée de services de forage auprès des clients actuels;
- Développer d'autres sites d'exploitation dans des régions stratégiques;
- Évaluer des opportunités stratégiques d'acquisition qui peuvent rehausser la valeur pour les actionnaires.

Aperçu du secteur

Les sociétés minières en général confient à des tiers leurs besoins en services de forage. L'industrie de forage à contrat fournit des services de forage pour l'industrie minière à chaque étape du développement; de l'exploration jusqu'à l'étape de la production de la mine. Les sociétés de forage servent généralement trois types de sociétés minières : les grandes, les moyennes et les petites sociétés d'exploration. La demande de services du forage minier est tributaire des conditions des marchés mondiaux de métaux ferreux (fer) et non-ferreux (or et métaux de base). La vigueur de la demande dépend principalement du prix des métaux ferreux et non-ferreux, ainsi que de la disponibilité du capital pour les sociétés minières devant servir à financer les programmes d'exploration, les programmes de développement ou les activités minières courantes.

Or

Le prix de l'or a augmenté pour la douzième année consécutive en 2012 terminant à 1 664 US\$ l'once. Le prix de l'or a baissé à son niveau le plus bas des deux dernières années à la mi-avril 2013 sous les 1 400 US\$ l'once, cependant au moment de ce rapport, le prix au comptant de l'or était plus de 1 420 US\$ l'once. Malgré la volatilité actuelle des prix et l'incertitude, nous croyons que les fondamentaux soutenant la demande d'or, restent stables. Un assouplissement monétaire global, les problèmes économiques en Europe et la perception des risques géopolitiques dans certaines régions du monde soutiennent notre vision à long terme de la demande soutenue de l'or comme un refuge sûr comme capital. En outre, l'augmentation de l'affluence dans les pays en développement, a entraîné une demande croissante pour les bijoux en or.

Métaux de base

Le résultat des prix des métaux de base reflète généralement les conditions économiques mondiales, parce que ces métaux sont utilisés principalement dans les applications en infrastructures, industrielles et manufacturières. La demande des marchés émergents, particulièrement la Chine et l'Inde, constitue une influence majeure sur les marchés des métaux de base. Comme les marchés émergents poursuivent leur développement, leurs infrastructures et leurs bases industrielles prennent de l'ampleur. De plus, les résidents en général sont plus à l'aise, conduisant à une demande accrue de produits fabriqués.

Les prix pour l'aluminium, le cuivre, le plomb, le nickel et le zinc, les métaux primaires dans l'industrie, ont été volatils au cours de la dernière année et au moment de déposer ce document, les prix pour chacun de ces métaux sont plus faibles qu'ils étaient il y a douze mois. Les incertitudes économiques mondiales, y compris les niveaux de la dette en Europe et un ralentissement de l'économie de la Chine, ont créé des inquiétudes sur la demande future.

Minerai de fer

Les prix du minerai de fer sont déterminés par la demande mondiale de l'acier, car plus de 95 % du minerai de fer est utilisé pour la fabrication de l'acier. Comme le plus grand producteur mondial d'acier, la Chine est largement considérée comme ayant le plus d'influence sur les prix du marché mondial de fer minerai. La poursuite de l'urbanisation de la population mondiale, principalement en Chine et en Inde, alimente la consommation mondiale d'acier, la demande devrait doubler d'ici 2050. Le prix actuel du minerai de fer est affecté à court terme par les effets saisonniers, l'incompatibilité à court terme entre l'offre et la demande et d'autres facteurs ; cependant, nous croyons que la tendance à l'urbanisation influencera fortement la demande et la croissance à long terme. Les prix pour le minerai de fer ont été volatils au cours des douze derniers mois. Au moment de déposer ce document, le prix au comptant du minerai de fer est environ 140 \$US la tonne. Alors que les prix actuels pour le minerai de fer sont au-dessous des niveaux du prix record de plus de 190 US\$ atteint en 2011, ils restent bien au-dessus des bas prix d'il y a cinq ans.

Participants au marché

L'année 2012 en fut une de défis pour les moyennes et petites entreprises d'exploration à se procurer du financement, ce qui a eu comme conséquence une réduction des budgets et des programmes d'exploration. Cette tendance s'est continuée au début de 2013. La hausse des prix de production fait aussi en sorte que les sociétés minières revoient leurs budgets d'exploration et d'investissement et certains des grands producteurs d'or et de métaux de base ont réduit ou retardé quelques-uns de leurs programmes d'exploration.

À cause des conditions actuelles de l'industrie, la direction s'attend que le budget mondial pour l'exploration des métaux non-ferreux baisse en 2013. Les petites sociétés reposent généralement sur des capitaux pour financer l'exploration puisqu'elles ne génèrent pas de flux de trésorerie d'exploitation de mines. Leur dépense d'exploration dépend en grande partie des conditions de marché et l'intérêt des investisseurs. Selon SNL Metals Economics Group, le montant en capital recueilli pour l'exploration de métaux précieux et communs par les petites sociétés en 2012 était plus bas qu'en 2011 et la proportion des dépenses d'exploration totale dédiée au travail de début et génératif est tombée à un creux historique en 2012, principalement en raison de budgets juniors stagnants. Le Canada est connu pour son fort contingent de petites sociétés minières. Selon Ressources Naturelles Canada, les dépenses pour l'exploration par les petites sociétés au Canada étaient de 1,7 milliard \$ en 2012, soit une baisse de 15 % des dépenses de 2 milliards \$ en 2011. En 2013, les dépenses en exploration par les petites sociétés au Canada devraient totaliser 1,5 milliard \$.

RÉSULTATS GLOBAUX

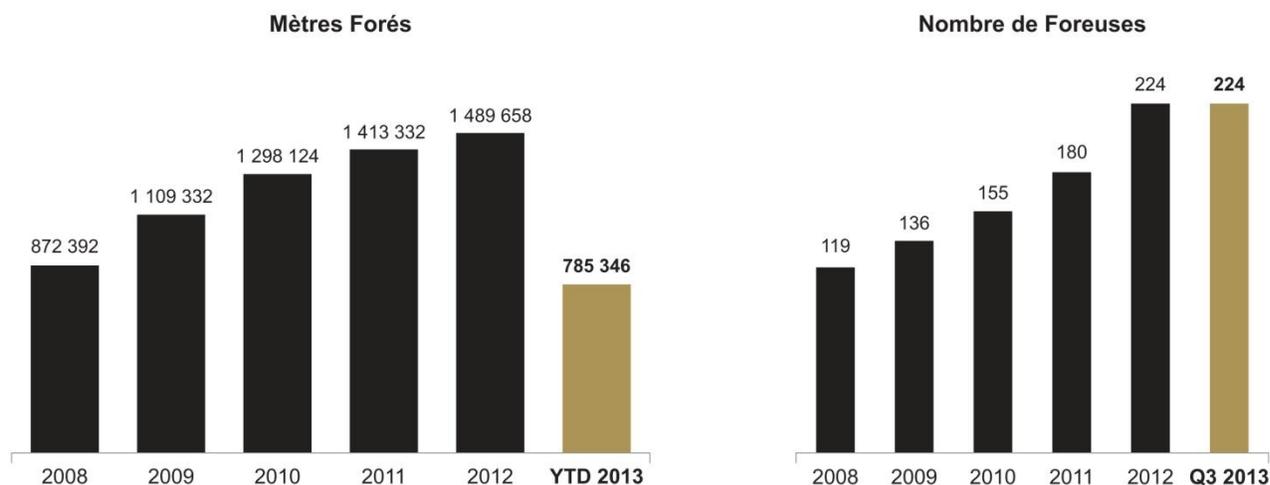
Résultats opérationnels du troisième trimestre terminé le 31 mars 2013

TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS * (en millions de dollars)	Exercice 2013 Trimestre 3	Exercice 2012 Trimestre 3	2013 c. 2012 Variation	Variation (%)
Produits*	23,7	41,7	(18,0)	(43,2)
Marge brute*	3,4	10,0	(6,6)	(65,6)
Marge brute (%)	14,5	23,9		(9,4)
Marge brute ajustée (%) ⁽¹⁾	25,3	29,4		(4,1)
BAIIA* ⁽²⁾	2,9	8,3	(5,4)	(64,7)
Mètres forés	239 960	396 525	(156 565)	(39,5)
Résultat net (perte nette)*	(0,6)	3,5	(4,1)	(118,1)
Résultat (perte) par action ordinaire – de base (\$)	(0,02)	0,10		
– dilué (\$)	(0,02)	0,10		

⁽¹⁾ Reflète la marge brute, excluant la charge d'amortissement. (Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS »)

⁽²⁾ BAIIA = Bénéfices avant impôts, intérêts et amortissement. (Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS »)

Au cours du T3 2013, Orbit Garant a foré 239 960 mètres, une diminution de 39,5 % par rapport à 396 525 mètres forés au T3 2012. Le parc d'appareils de forage est demeuré stable à 224 foreuses; Soudure Royale a fabriqué deux nouvelles foreuses informatisées et deux foreuses furent disposées.

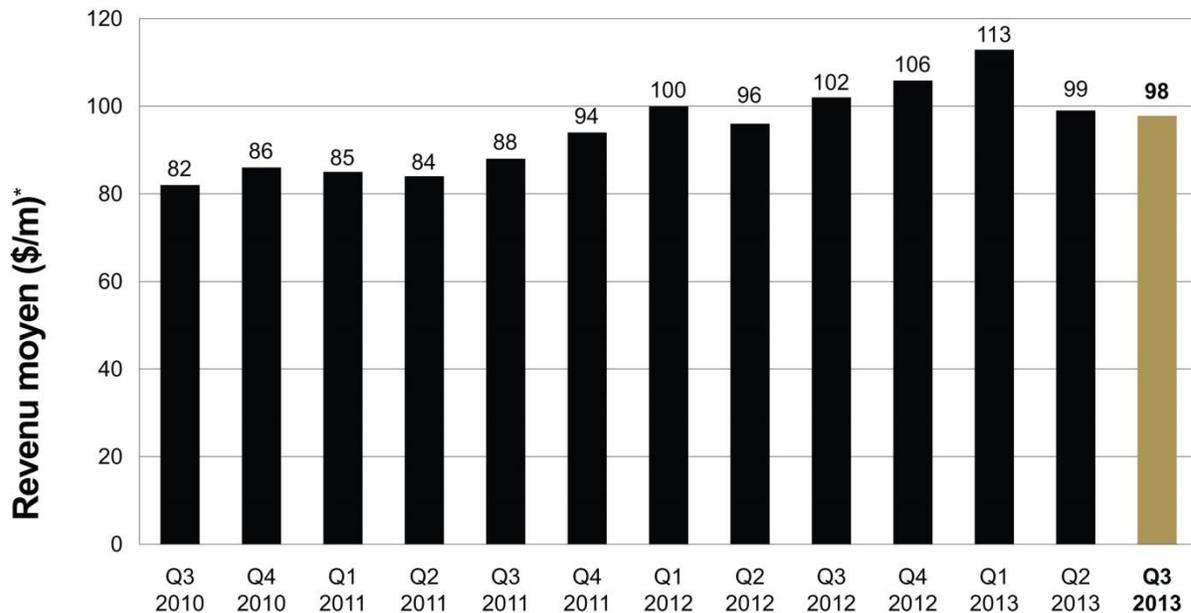


ANALYSE DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013
PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Produits tirés de contrats	Trimestre terminé le					
	31 mars 2013			31 mars 2012		
	Produits (\$)	Bénéfice brut (\$)	Marge brute (%)	Produits (\$)	Bénéfice brut (\$)	Marge brute (%)
Forage au Canada*	23,3	4,0	17,4	35,6	7,0	19,7
Forage à l'international*	0,4	(0,6)	(166,1)	6,1	3,0	48,5
	23,7	3,4	14,5	41,7	10,0	23,9

Produits tirés de contrats

Les produits réalisés au cours du T3 2013 se sont établis à 23,7 M\$, ce qui représente une baisse de 18,0 M\$ ou 43,2%, par rapport au T3 2012. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des mètres forés, car quelques-uns des clients ont suspendu ou ralenti leurs activités de forage et des produits moyens par mètre foré au T3 2013 plus bas, comparé au T3 2012. Les produits moyens par mètre foré de la Société au T3 2013 étaient de 97,80 \$ par rapport à 101,68 \$ au T3 2012.



* Nombres arrondis au dollar près.

Les produits tirés du forage au Canada furent de 23,3 M\$ au T3 2013, par rapport à 35,6 M\$ au T3 2012, une baisse de 12,3 M\$ ou 34,5 %. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des mètres forés au cours du trimestre.

Les produits issus des activités de forage à l'international ont été de 0,4 M\$ au T3 2013 par rapport à 6,1 M\$ au T3 2012; une baisse de 5,7 M\$ ou 93,9 %, attribuable à la faible demande de services de forage.

Marge brute (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS »)

La marge brute au T3 2013 a baissé à 3,4 M\$, par rapport à 10,0 M\$ au T3 2012. La marge brute pour le T3 2013 a diminué pour atteindre 14,5 %, par rapport à 23,9 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Conformément aux IFRS, les charges d'amortissement totalisant 2,6 M\$ sont incluses dans le coût des produits tirés de contrats pour le T3 2013, par rapport à 2,3 M\$ pour le T3 2012. La marge brute ajustée, excluant les charges d'amortissement, a diminué à 25,3 % au T3 2013, par rapport à 29,4 % au T3 2012. La diminution de la marge brute est attribuable à la réduction des mètres forés autant au Canada et qu'à des projets à l'international à marge plus élevée, des produits moyens par mètre foré plus bas ; ainsi qu'à des frais de mobilisation de la main-d'œuvre et des équipements liés à des contrats terminés, non renouvelés ou non remplacés tel que prévu initialement.

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs ont été réduits à 3,8 M\$ (16,0 % des produits) au T3 2013, par rapport à 4,6 M\$ (11,0 % des produits) au T3 2012. Conformément aux IFRS, la charge d'amortissement de 0,7 M\$ est incluse dans les frais généraux et administratifs au T3 2013, identique à la charge d'amortissement au T3 2012. Les frais généraux et administratifs ajustés, excluant la charge d'amortissement, ont été réduits à 3,1 M\$ (13,0 % des produits) au T3 2013, de 3,9 M\$ (9,4 % des produits) au T3 2012. La Compagnie a pris des mesures afin de réduire le total des frais généraux et administratifs suite à la baisse actuelle des activités de forage.

BAIIA (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS »)

Le BAIIA a été de 2,9 M\$ (12,3 % des produits) au T3 2013, par rapport à 8,3 M\$ (19,8% des produits) pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 5,4 M\$, ou 64,7 %. La baisse est principalement attribuable à la diminution des produits au Canada et à l'international.

Charges financières

Les intérêts sur la dette à long terme et les charges bancaires se sont élevés à 0,3 M\$ au T3 2013, par rapport à 0,4 M\$ au T3 2012.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur le résultat a été de (0,1) M\$ au T3 2013, alors qu'ils s'élevaient à 1,4 M\$ au troisième trimestre de l'exercice 2012, attribuable à la perte nette au T3 2013.

Résultat net (perte nette)

La perte nette au T3 2013 s'est chiffré à 0,6 M\$, ou 0,02 \$ par action ordinaire (de base et dilué), par rapport à au résultat net de 3,5 M\$, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), au T3 2012. La perte nette de la Société pour le trimestre découle de l'impact de la diminution des produits et d'une réduction de la marge brute.

NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 2013 PAR RAPPORT AUX NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS, 2012

NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS * (en millions de dollars)	2013	2012	Variation	Variation (%)
Produits *	82,8	111,3	(28,5)	(25,6)
Marge brute *	13,2	26,0	(12,8)	(49,0)
Marge brute (%)	16,0	23,3		(7,3)
Marge brute ajustée (%) ⁽¹⁾	25,0	29,1		(4,1)
BAIIA * ⁽²⁾	12,3	22,3	(10,0)	(44,8)
Mètres forés	785 346	1 087 532	(302 186)	(27,8)
Bénéfice net *	1,1	9,0	7,9	(87,7)
Bénéfice net par action ordinaire - de base (\$)	0,03	0,27		
- dilué (\$)	0,03	0,26		

⁽¹⁾ Reflète la marge brute, excluant la dépense d'amortissement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS»

⁽²⁾ BAIIA = Bénéfices avant impôts et amortissement (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS»)

Produits tirés des contrats

Information sectorielle * (en millions de dollars)	Neuf mois terminés					
	31 mars 2013			31 mars 2012		
	Produits (\$)	Marge brute (\$)	Marge brute (%)	Produits (\$)	Marge brute (\$)	Marge brute (%)
Forage au Canada *	77,3	13,7	17,8	94,2	16,3	17,3
Forage à l'étranger *	5,5	(0,5)	(9,0)	17,1	9,7	56,5
	82,8	13,2	16,0	111,3	26,0	23,3

Les produits ont totalisé 82,8 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 mars 2013, soit une baisse de 28,5 M\$ ou de 25,6 % de 111,3 M\$ comparables à la même période de l'exercice précédent. La diminution des produits des premiers neuf mois de l'exercice 2013 résulte principalement de la baisse des activités aux deuxième et troisième trimestres, de l'exercice 2013.

Les produits tirés du forage au Canada ont été de 77,3 M\$, une baisse de 16,9 M\$ ou de 17,9 % par rapport à 94,2 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. La baisse est attribuable à la faible demande pour les services de forage aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2013.

Le forage à l'international a généré des produits de 5,5 M\$ par rapport à 17,1 M\$, à la même période que l'an dernier, soit une baisse de 11,6 M\$ ou de 67,7 %. La diminution résultant de la faible demande pour les services de forage tout au long des premiers neuf mois de l'exercice 2013.

Marge brute (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS »)

La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2013 a été de 13,2 M\$, soit une baisse de 12,8 M\$ ou de 49,0 % de 26,0 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. La marge brute des premiers neuf mois de l'exercice 2013 a été de 16,0 % par rapport à 23,3 % pour la même période de l'exercice précédent. La marge brute, excluant les dépenses d'amortissement, a diminué à 25,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice terminant le 31 mars 2013, par rapport à une marge brute ajustée de 29,1 % à la même période de l'exercice précédent, une baisse de 4,1 %. La baisse de la marge brute est principalement attribuable à la diminution des produits tirés du forage au Canada au cours du deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2013 et à la baisse significative des activités à marge plus élevée à l'international au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013. La Société a aussi encouru des frais de mobilisation de la main-d'œuvre et des équipements liés à des contrats terminés, non renouvelés ou remplacés tel que prévu initialement.

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs des neuf mois terminés le 31 mars 2013 ont été réduits à 10,5 M\$ (12,7 % des produits) de 12,0 M\$ (10,8 % des produits) pour la même période de l'exercice précédent. La diminution des frais généraux et administratifs est attribuable en partie à un gain non récurrent de 0,8 M\$ d'un renversement d'une considération conditionnelle au T2 2013.

Les frais généraux et administratifs, excluant d'amortissement de 2,2 M\$, ont été réduits à 8,4 M\$ (10,1 % des revenus) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, comparativement à 10,0 M\$ (9,0 % des produits) à la même période de l'exercice précédent. La Compagnie a réduit le total de ses frais généraux et administratifs et continuera d'apporter les correctifs requis selon le niveau des activités de forage.

Charges financières

Les frais d'intérêts et les frais bancaires engendrés par la dette à long terme étaient de 1,0 M\$ pour les premiers neuf mois de l'exercice se terminant le 31 mars 2013 identique à la même période de l'exercice 2012.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont été de 0,6 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice se terminant le 31 mars 2013, par rapport à 3,9 M\$ pour la même période de l'exercice 2012. La diminution des impôts sur le bénéfice résulte de la perte nette de la Société au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2013.

Résultat net

Le résultat net lors des neuf premiers mois se terminant le 31 mars 2013, était de 1,1 M\$ ou 0,03 \$ par action ordinaire (de base et dilué) par rapport à 9,0 M\$ ou 0,27 \$ par action de base et de 0,26 \$ par action dilué lors de la même période précédente. La diminution du résultat net découle principalement de la baisse des produits tirés de forage au Canada au cours du deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2013 et à la baisse significative des activités à marge plus élevée à l'international au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013.

BAIIA (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS »)

Le BAIIA des neuf premiers mois de l'exercice se terminant le 31 mars 2013 était de 12,3 M\$, par rapport à 22,3 M\$ de la même période l'an dernier, représentant une baisse de 10,0 M\$ ou 44,8 %. Le BAIIA des neuf premiers mois de l'exercice se terminant le 31 mars 2013 représentait 14,8 % des produits, par rapport à 20,0 % des produits pour la même période pour l'exercice précédent.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ⁽¹⁾

* (en millions de dollars)		Exercice 2013			Exercice 2012			Exercice 2011	
		Mars 31	Déc. 31	Sept. 30	Juin 30	Mars 31	Déc. 31	Sept. 30	Juin 30
Produits*		23,7	24,2	34,9	43,6	41,7	32,4	37,1	41,0
Marge brute*		3,4	2,9	6,9	7,7	10,0	7,1	8,9	10,1
Marge brute %		14,5	11,9	19,8	17,7	23,9	21,7	24,0	24,7
Marge brute ajustée % ⁽²⁾		25,3	22,2	26,8	22,6	29,4	28,3	29,5	29,2
Résultat net (perte nette)*		(0,6)	(0,3)	2,0	1,3	3,5	1,9	3,7	4,6
BAIIA* ⁽³⁾		2,9	3,1	6,3	5,5	8,3	5,8	8,3	9,3
Résultat (perte) par action ordinaire (\$)	- de base	(0,02)	(0,01)	0,06	0,04	0,10	0,06	0,11	0,14
	- dilué	(0,02)	(0,01)	0,06	0,04	0,10	0,05	0,11	0,13

⁽¹⁾ Les chiffres pour l'exercice 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS.

⁽²⁾ Reflète la marge brute, excluant la charge d'amortissement (se reporter à la rubrique «Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS»)

⁽³⁾ BAIIA (se reporter à la rubrique «Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS»)

LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel se sont chiffrés à 2,9 M\$ pour le T3 2013, par rapport à 8,5 M\$ pour le T3 2012.

La diminution des éléments hors trésorerie du fonds de roulement est de 2,8 M\$ pour le trimestre par rapport à 4,0 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La diminution des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le trimestre terminé le 31 mars 2013 est principalement due à une plus grande diminution des débiteurs, que des créditeurs et des charges à payer.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 0,9 M\$ au T3 2013, par rapport à 3,1 M\$ pour le T3 2012. Au cours le T3 2013, un montant de 1,2 M\$ a été utilisé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et une entrée de trésorerie de 0,3 M\$ a été comptabilisé par la cession d'une immobilisation corporelle. Par comparaison, un montant de 3,2 M\$ a été utilisé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et une entrée de trésorerie de 0,1 M\$ a été comptabilisée pour la cession d'une immobilisation corporelle au cours du T3 2012.

Activités de financement

Au cours du T3 2013, la Société a utilisé un montant net de 1,6 M\$ de sa facilité de crédit de 40,0 M\$. Au T3 2012, la Compagnie a remboursé un montant net de 0,7 M\$. Au 31 mars 2013, la dette à long terme, incluant la partie à court terme, était de 19,6 M\$ par rapport à 26,4 M\$ au 30 juin 2012. La dette a été utilisée afin d'appuyer l'acquisition de

Lantech Drilling au deuxième trimestre de l'exercice 2012 ainsi que l'acquisition d'autres actifs et immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2013, le fonds de roulement de la Société était de 55,1 M\$, par rapport à 60,3 M\$ au 30 juin 2012. La diminution de fonds de roulement est due à une plus grande diminution des débiteurs que des comptes créditeurs et charges à payer. Les besoins de l'entreprise en fonds de roulement sont principalement liés à l'acquisition de stocks et au financement des débiteurs.

La Société estime être en mesure de générer suffisamment de flux de trésorerie pour répondre à ses besoins actuels et futurs en matière de dépenses en investissement, et pour payer ses dettes. Les principales dépenses d'investissement de la Société servent à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Sources de financement

Les principales sources de liquidités de la Société sont les activités opérationnelles, les emprunts contractés en vertu d'une convention de crédit entre la Société et la Banque Nationale du Canada inc. (la « convention de crédit ») et les activités de financement par actions. Le 27 mai 2011, Orbit Garant a obtenu une nouvelle facilité de crédit garanti renouvelable de quatre ans d'un montant de 40,0 M\$ Orbit Garant et ses prêteurs ont l'option d'augmenter les fonds disponibles en vertu de cette nouvelle facilité de crédit, jusqu'à concurrence d'un total de 60,0 M\$, sous réserve de certaines conditions. La nouvelle facilité de crédit servira à financer les besoins en fonds de roulement de la Société et permettra la flexibilité nécessaire à la réalisation de son programme d'acquisition à long terme. Cette facilité de crédit vient à échéance au plus tard le 27 mai 2015. Au 31 mars 2013, la Société avait utilisé 19,2 M\$.

La convention de crédit comporte des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société d'entreprendre certaines actions telles que : fusions, liquidations, dissolutions et modifications de droits de propriété, endettement supplémentaire, imposition d'une charge grevant les actifs de la Société, attribution de garanties, consentement de prêts, investissements et acquisitions par la Société, recours aux placements dans des instruments dérivés, versement de dividendes ou autres distributions à des parties liées, dépenses d'investissement et vente de certains actifs.

TITRES EN CIRCULATION ET EN COURS AU 14 MAI 2013

Nombre d'actions ordinaires	33 276 519
Nombre d'options	3 173 000
Entièrement diluées	36 449 519

Le 15 novembre 2012, 550 000 options sur actions ont été accordées au prix de levée de 2,28 \$ par actions.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Les méthodes comptables des IFRS décrites dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées. Se référer à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 pour une description complète des principales méthodes comptables de la Société. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés n'ont pas été examinés par les auditeurs de la Société.

La préparation d'états financiers conformes à l'IAS 34 nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que la direction exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui nécessitent un degré de jugement ou de complexité ou les aspects comportant des hypothèses et des estimations significatives sont présentés à la note 4 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 et sont demeurés inchangés pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2012.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de Forage Orbit Garant inc. le 14 mai 2013.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des contreparties conditionnelles qui ont été mesurées à la juste valeur. Ils sont présentés en dollars canadiens; monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »).

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont destinés à fournir une mise à jour des états financiers annuels de 2012. Par conséquent, ces états financiers n'incluent pas toute l'information à fournir dans un jeu d'états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société de 2012.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités incluent les états financiers de la Société et des entités contrôlées par la Société. Une filiale est une entité contrôlée par la société. La Société exerce le contrôle d'une entité lorsqu'elle a le pouvoir d'en diriger les politiques financières et opérationnelles dans le but d'en obtenir des avantages.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans l'état consolidé du résultat à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession, selon le cas. Toutes les opérations et tous les soldes inter sociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les nouvelles normes suivantes n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société et les impacts sur les états financiers consolidés lors de leur adoption n'ont pas encore été déterminés :

IFRS 7, Instruments financiers - informations à fournir et IAS 32 - Instruments financiers - présentation

IFRS 7 et IAS 32 ont été amendés pour inclure des obligations d'information qualitative et quantitative relativement aux montants bruts et nets des instruments financiers comptabilisés qui, a) font l'objet d'une compensation dans l'état de la situation financière et, b) sont assujettis à une convention-cadre de compensation exécutoire ou un accord similaire, même s'ils ne font pas l'objet d'une compensation dans l'état de la situation financière. IFRS 7 et IAS 32 amendés sont applicables pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et du 1^{er} janvier 2014, respectivement, et les informations à fournir doivent être présentées rétrospectivement.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés énoncées dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un instrument financier non dérivé, son classement et son évaluation. L'IFRS 9 est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 et son adoption anticipée est permise.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IFRS 10 remplace le SIC 12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et une partie de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre des états financiers consolidés de la société mère. L'IFRS 10 est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

IFRS 11, Partenariats

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations de l'accord, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations d'une entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenues dans d'autres entités

L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences relatives aux informations à fournir pour tous les types de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan. L'IFRS 12 est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 définit la juste valeur, prescrit les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur et fournit les directives pour évaluer la juste valeur lorsqu'il est requis ou permis de le faire en vertu des normes IFRS. L'IFRS 13 est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

IAS 19, Avantages du personnel

ISA 19 a été amendé afin d'éliminer l'application de la méthode dite du "corridor" ayant pour effet de différer la comptabilisation des gains et pertes, de simplifier la présentation des variations des actifs et passifs découlant de régimes à prestations définies, et d'améliorer les informations à fournir pour les régimes à prestations définies. IAS 19 amendé est applicable pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

IAS 27, États financiers individuels, et IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

IAS 27 et IAS 28 ont été amendés et renommés pour rester cohérents avec la publication des nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. IAS 27 et IAS 28 amendés sont applicables pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est permise si l'entité adopte également par anticipation l'IFRS 10, l'IFRS 11 et l'IFRS 12.

L'International Accounting Standards Board a publié une série de modifications aux IFRS comme suit :

IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'informations financières* (« IFRS 1 »), relatives à l'application répétée de l'IFRS 1 et aux coûts d'emprunt.

IAS 1, *Présentation des états financiers*, relatives à la clarification des exigences en matière d'information comparative.

IAS 16, *Immobilisations corporelles*, relatives au classement du matériel d'entretien.

IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, relatives à l'effet fiscal des distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.

IAS 34, *Information financière intermédiaire*, relative à l'information financière intermédiaire et aux informations sectorielles sur le total des actifs et le total des passifs.

Ces modifications sont applicables par la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et l'application anticipée est permise.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Les données financières ont été établies conformément aux IFRS. Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non définies par les IFRS offrent, lorsqu'elles sont présentées en parallèle à des mesures financières comparables établies conformément aux IFRS, des renseignements utiles aux investisseurs et aux autres lecteurs puisqu'elles permettent d'évaluer de manière adéquate la performance opérationnelle de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non définies par les IFRS à titre d'indicateur de la performance de ses activités. Ces mesures sont fournies à titre informatif et doivent être considérées comme un complément aux mesures de la performance financière conformes aux IFRS plutôt que comme un substitut.

Mesures financières non définies par les IFRS

BAIIA Bénéfice de la période avant produits financiers et charges financières, charge d'impôt sur le résultat et amortissement.

Marge brute ajustée Produits tirés de contrats moins les charges opérationnelles. Les charges opérationnelles comprennent les charges liées aux matières et aux services, les charges liées au personnel, les autres charges opérationnelles excluant l'amortissement.

BAIIA

Rapprochement du BAIIA

(non audité) (en millions de dollars)	Trois mois terminés le 31 mars 2013	Trois mois terminés le 31 mars 2012	Neuf mois terminés le 31 mars 2013	Neuf mois terminés le 31 mars 2012
Résultat net de la période	(0,6)	3,5	1,1	9,0
Charges financières	0,3	0,4	1,0	1,0
Charge d'impôt sur le résultat	(0,1)	1,4	0,6	3,9
Amortissement	<u>3,3</u>	<u>3,0</u>	<u>9,6</u>	<u>8,4</u>
BAIIA	2,9	8,3	12,3	22,3

Marge brute ajustée

Bien que la marge brute ajustée ne soit pas une mesure financière définie par les IFRS, elle constitue une mesure largement répandue dans l'industrie minière et la direction la considère comme un indicateur valable à des fins de comparaison pour évaluer la performance de la Société.

(non audité) (en millions de dollars)	Trois mois terminés le 31 mars 2013	Trois mois terminés le 31 mars 2012	Neuf mois terminés le 31 mars 2013	Neuf mois terminés le 31 mars 2012
Produits tirés de contrats	<u>23,7</u>	<u>41,7</u>	<u>82,8</u>	<u>111,3</u>
Coûts des produits tirés de contrats (incluant l'amortissement)	<u>20,3</u>	<u>31,7</u>	<u>69,6</u>	<u>85,3</u>
Moins l'amortissement	<u>(2,6)</u>	<u>(2,3)</u>	<u>(7,5)</u>	<u>(6,4)</u>
Charges directes	<u>17,7</u>	<u>29,4</u>	<u>62,1</u>	<u>78,9</u>
Marge brute ajustée	<u>6,0</u>	<u>12,3</u>	<u>20,7</u>	<u>32,4</u>
Marge brute ajustée (%) ⁽¹⁾	<u>25,3</u>	<u>29,4</u>	<u>25,0</u>	<u>29,1</u>

(1) Marge brute ajustée, divisée par les produits tirés de contrats, X 100

FACTEURS DE RISQUE

Essentiellement, les risques auxquels la Société est exposée du fait de ses activités d'exploitation et de son secteur industriel n'ont pas changé, et ils sont expliqués dans ce rapport et dans la notice annuelle de la Société, datée du 19 septembre 2012. Ces risques et incertitudes ne sont pas les seuls que la Société peut rencontrer. D'autres risques et incertitudes, actuellement inconnus de la Société ou qui lui semblent, pour l'heure, sans importance, peuvent aussi nuire aux activités de la Société. Advenant la manifestation de tels risques, les activités, la situation financière, les liquidités et les résultats d'exploitation de la Société pourraient en être considérablement touchés.

Risques liés à la structure et aux actions ordinaires

Risques liés au marché des actions

Tout placement dans des actions comporte un risque. Le cours du marché de titres comme les actions ordinaires de la Société est soumis à de nombreux facteurs, notamment la conjoncture générale du marché, les fluctuations réelles ou prévues des résultats d'exploitation de celle-ci, les changements dans ses estimations des résultats futurs de son exploitation ou celles des analystes en valeurs mobilières, les risques recensés dans la présente section et d'autres facteurs. En outre, les marchés des capitaux ont connu des fluctuations marquées des cours et des volumes qui, parfois, n'étaient pas liées au rendement d'exploitation des émetteurs des industries au sein desquelles ils faisaient affaire. En conséquence, le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer.

Influence des actionnaires existants

En date du 14 mai 2013, M. Pierre Alexandre, vice-président du conseil d'administration de la Société et vice-président du développement corporatif, détenait ou contrôlait, directement ou indirectement, environ 28 % des actions ordinaires en circulation d'Orbit Garant. Par conséquent, cet actionnaire a la capacité d'influencer l'orientation et les politiques stratégiques d'Orbit Garant, notamment une fusion, un regroupement ou une vente de l'ensemble ou de la presque totalité de ses actifs, ou encore l'élection des membres et la composition de son conseil d'administration. Cette capacité d'influencer le contrôle et l'orientation d'Orbit Garant pourrait réduire l'attrait de celle-ci comme cible pour des offres publiques d'achat et de regroupements d'entreprises possibles et avoir un effet correspondant sur le cours de ses actions.

Vente future d'actions ordinaires par les actionnaires existants de la Société

Certains actionnaires, incluant M. Pierre Alexandre, détiennent ou contrôlent un grand nombre de blocs d'actions de la Société. La décision de n'importe lequel de ces actionnaires de vendre un grand nombre d'actions ordinaires sur le marché public pourrait provoquer un important déséquilibre dans la demande d'actions de la Société ainsi qu'une baisse du cours de celles-ci. De plus, la perception par le public de la possibilité de telles ventes pourrait aussi réduire le cours des actions ordinaires sur le marché.

Dilution

Orbit Garant peut recueillir des fonds additionnels à l'avenir en émettant des titres de participation. Les porteurs d'actions ordinaires n'auront aucun droit de préemption relativement à ces autres émissions. Orbit Garant peut émettre des actions ordinaires additionnelles dans le cadre de la levée d'options attribuées. Selon le prix auquel ces titres sont émis, ces émissions de titres de participation supplémentaires pourraient diluer considérablement les participations des porteurs d'actions ordinaires.

PERSPECTIVES

Avec les prix des métaux de base et de l'or maintenant à des niveaux inférieurs qu'il a un an auparavant, beaucoup de grandes et moyennes sociétés minières passent en revue leurs programmes exploration et de développement. Certains des clients des grandes et moyennes sociétés d'Orbit Garant ont réduit leurs programmes de forage pour 2013. La récente baisse du prix de l'or a soulevé des préoccupations chez les producteurs d'or, ils auront à ralentir les dépenses y compris le report de nouveaux programmes d'immobilisations et de couper les dépenses discrétionnaires si les prix continuent de baisser. Comme le prix de l'or a augmenté ces dix dernières années, les coûts de production y compris la main-d'œuvre, les matériaux, les équipements et l'énergie ont augmenté aussi. Les petites sociétés d'exploration ont eu de la difficulté à se procurer des capitaux pour financer leurs programmes d'exploration tout au long de 2012 et cette tendance s'est poursuivie en 2013. Ainsi, les programmes des petites sociétés d'exploration ont été suspendus ou réduits. Ces facteurs ont créé un surplus temporaire de la capacité de services dans le marché, qui à son tour a créé une pression à la baisse sur les prix de forage. La direction s'attend à ce que ces facteurs continueront à nuire à court terme aux taux d'utilisation et aux marges brutes d'Orbit Garant.

La direction croit que la perspective à long terme de l'industrie minière demeure positive. Alors que les conditions économiques mondiales peuvent influencer négativement les conditions du marché de temps en temps, la demande mondiale pour les métaux ferreux et non-ferreux incluant la baisse en approvisionnement fera en sorte d'accroître les activités d'exploration et de développement des sociétés minières, à long terme. La demande croissante pour les minerais des pays en développement, comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine fournissent le plus grand potentiel de croissance à long terme. La Chine, la deuxième plus grande économie au monde, agit fortement sur la demande mondiale et le prix des produits ferreux et non-ferreux. La rareté des nouvelles découvertes de gisements minéraux majeures, les pénuries de main-d'œuvre et les autres difficultés touchant les marchés d'approvisionnement traditionnels influencent la retenue en approvisionnement.

La direction continuera de mettre l'accent sur la plus value pour les actionnaires en optimisant la capacité d'utilisation, l'amélioration de la productivité et continuer à miser sur les normes solides en santé et sécurité de la Société. La direction estime que ses foreuses à technologie de surveillance et de contrôle informatisé seront un outil important visant à réduire les coûts de main-d'œuvre et des consommables de forage minier et d'améliorer les taux de productivité et améliorer la sécurité en allant de l'avant. Toutefois, en raison des conditions difficiles actuelles du marché, Orbit Garant prévoit maintenant compter environ 16 appareils de forage dotés de la technologie de surveillance et de contrôle informatisé à la fin de l'exercice 2013, par rapport aux objectifs initiaux d'environ 20 appareils à la fin du T2 2013. La

Société continuera à suivre de près les conditions du marché et gérer son personnel, ses inventaires, ses dépenses en immobilisations et son bilan financier, en conséquence. Forte de son bilan solide, Orbit Garant s'engage à poursuivre la valorisation des opportunités de croissance au Canada et à l'international.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe au chef de la direction et au chef de la direction financière de la Société de concevoir ou de faire concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « contrôle interne »). Le contrôle interne de la Société est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les limites inhérentes à tous les systèmes de contrôle sont telles que ces systèmes ne peuvent offrir qu'une assurance raisonnable et non absolue que tous les problèmes relatifs au contrôle et les cas de fraude ou d'erreur, le cas échéant, au sein de la Société ont été détectés. En conséquence, quel que soit le soin apporté à sa conception, le contrôle interne comporte des limites inhérentes et peut seulement offrir une assurance raisonnable en ce qui concerne la préparation des états financiers, et il se pourrait qu'il ne puisse empêcher les inexactitudes de se produire ni en détecter la totalité.

Pour les premiers neuf mois de l'exercice se terminant le 31 mars 2013, il n'y a eu aucun changement significatif au contrôle interne et à l'efficacité du processus de contrôle interne de la Société. En conséquence, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont conclu que sa conception et son fonctionnement ont été efficaces pour la période couverte par ce rapport.